

Journée internationale du travail social 2019

Travail social, genre et sexualité: vers l'autonomisation, l'égalité et l'inclusion

Sous le titre «Travail social, genre et sexualité: vers plus d'autonomisation, d'inclusion et d'égalité», la Journée internationale du travail social a été célébrée le 20 mars 2019 par les professionnel.le.s, les étudiant.e.s, les membres des organisations internationales et des écoles au CICG à Genève. En tout, ce sont plus de 200 personnes qui se sont réunies pour discuter, échanger, écouter les présentations et participer aux ateliers.

Basée sur le constat que, au Nord comme au Sud, l'hétérosexisme continue de structurer les rapports sociaux par des mécanismes d'exclusion et de violence structurelle, la manifestation a été inaugurée par M. Møller, directeur de l'Office des Nations Unies à Genève, M. Ladd, directeur de l'Institut de recherche des Nations unies pour le développement social, Mme Libois, directrice de la Haute école de travail social de Genève et de M. Zganec, président de l'Association européenne des écoles de travail social.

CONFÉRENCE INAUGURALE



La conférence d'ouverture *Egalité des sexes et inclusion: implications pour la santé sexuelle et reproductive* a été prononcée par Mme Dako-Gyeke, professeure de travail social à l'université du Ghana. Elle a mis l'accent sur l'importance des travailleurs et travailleuses sociales dans la lutte contre les discriminations et les violences dans les services de santé reproductive. L'accessibilité est l'un des problèmes, mais d'autres facteurs interviennent, au niveau sociétal (la pauvreté, le chômage), au niveau communautaire (les fausses idées et les mythes au niveau de la masculinité), au niveau relationnel (comportements inadaptés des professionnel.le.s du social) et individuel (pauvreté, manque d'éducation, sentiment de honte). Assurer l'accès à la santé sexuelle à toutes et tous passe par

l'inclusion des hommes, et par la nécessité d'améliorer les services de santé sexuelle et reproductive (SSR) pour garantir la santé publique, les droits humains, l'éthique médicale et la diversité culturelle qui tous contribuent à la qualité des soins.

Participant.e.s et participants ont ensuite eu l'occasion de prendre part aux ateliers suivants :

ATELIER 1

Travail social, discriminations et violences sur les personnes LGBTQI+, animé par Mme Caroline Dayer et Mme Fatou Diouf

L'accent a été mis sur le problème de l'homophobie et de la transphobie ainsi que de leurs conséquences, en parlant de l'expérience de la sensibilisation dans les écoles de Genève à la discrimination et à la violence quotidiennes vécues par les personnes LGBTQI+, notamment celle engendrée par la nécessité de se dissimuler. En rappelant la présence de groupes de soutien pour les jeunes, tels que Totem <https://federationlgbt-geneve.ch/projets/totem-jeunes-lgbt/>, mais aussi de structures de soutien professionnel, comme le Refuge <https://refuge-geneve.ch/>, les participant.e.s ont expérimenté l'importance de (ré)agir aux situations d'exclusion, et celle de se construire dans un espace d'identification et de dynamiques collectives. Les professionnel.le.s du social, qui ont besoin de plus d'outils et de connaissances sur les différentes formes de discriminations liées à la triade sexe, genre et sexualité, sont des figures centrales dans les processus d'accompagnement et de socialisation.



ATELIER 2

Renforcer les pratiques de détection et d'orientation pour devenir un maillon indispensable à la lutte contre les violences au sein du couple, animé par Mme Susanne Lorenz, M. Christophe Fluehmann et Mme Marie-Catherine Béguin

La méthodologie DOSAVI présentée dans cet atelier propose un modèle d'intervention spécifique qui vise à soutenir les professionnel.le.s du travail social dans l'identification des personnes victimes et/ou auteurs de violence conjugale et lors de l'accompagnement de ces personnes au moment de solliciter une aide spécialisée. La phase de détection passe par le repérage de signes liés aux conséquences de la violence de couple sur l'organisation du quotidien des partenaires et des enfants du couple, ainsi qu'aux limitations imposées lors de l'exercice des rôles sociaux ou des habitudes de vie. La mise en

DOSAVI

lien de ces différentes observations permet alors aux intervenant.e.s de formuler une hypothèse de violence qu'il s'agira ensuite de confirmer ou non avec la personne. Le travail d'orientation regroupe plusieurs stratégies, dont celle de réfléchir aux conséquences de la violence sur l'ensemble de la famille et à l'aide potentielle que pourraient fournir les services spécialisés. Cette phase inclut un accompagnement dans une première prise de contact.

ATELIER 3

Travail social, sexualité, migration et genre, animé par Mme Francesca Pogliani Miletta, Mme Laura Mellini et M. Niels Gadesaude

L'atelier visait à discuter l'autonomisation sexuelle des jeunes issus de la migration. Les résultats de l'enquête Jass menée auprès des jeunes migrant.e.s originaires d'Afrique subsaharienne (2016-2018) ont servi d'exemples à partir desquels les participant.e.s ont échangé leurs expériences. Corroborés par les expertises des travailleurs.euses sociaux.ales, les constats des chercheurs.euses ont montré qu'il existait des différences de perception et de pratiques (conception de la sexualité, prises de risques, rapports de genre, etc.) entre les primo-migrants et

les jeunes de deuxième génération né.e.s en Suisse, avec une vulnérabilité augmentée pour les filles arrivées récemment. Cela constitue un défi pour les programmes de promotion de la santé sexuelle qui sont destinés à des populations spécifiques mais se doivent d'éviter toute forme de stigmatisation. Quelle que soit leur origine et leur parcours migratoire, tous les jeunes sont confronté.e.s à des attentes normatives différentes (parfois contradictoires) entre la famille, l'école et les pairs. D'un point de vue individuel, les accompagner dans des choix autonomes et désirés en matière de sexualité semble être une option pertinente pour le travail social. Enfin, s'inspirer des modalités d'échanges d'informations et d'expériences advenant au sein des groupes juvéniles pourrait inciter à mettre sur pied des formes d'intervention collectives qui misent sur le principe de la transmission par les pairs.

ATELIER 4

Travail social et autonomisation féministe: la grève des femmes en 2019, animé par Mme Manuela Honegger et Mme Anna Tanner

L'atelier a thématiqué la question des capacités à transformer nos sociétés. Par le travail en petits groupes, à partir d'exemples pratiques, il a permis d'expérimenter la méthodologie du «*feminist empowerment*» en lien avec la grève féministe du 14 juin 2019. Les résultats de ces travaux en petits groupes ont été des prises de conscience et des réflexions sur les manières de s'engager et les possibilités de soutenir la grève des femmes en fonction des contextes personnels de chacune, en identifiant les domaines dans lesquelles les femmes expérimentent des discriminations. L'atelier a fait émerger aussi la nécessité et la possibilité de produire une militance qui soit joyeuse, en résistant aux processus anxigènes qui prédominent dans nos sociétés.



ATELIER 5

Lutte contre le harcèlement de rue, animé par Mme Yolande Gerber

Les discussions ont été initiées par la campagne menée par la ville de Lausanne contre le harcèlement de rue : <http://www.lausanne.ch/mdhr>. Sur la base d'une enquête exploratoire quantitative qui montre que 72% des femmes âgées entre 16 et 25 ans ont été harcelées durant les 12 mois précédant l'enquête, faite par l'Observatoire de la sécurité de la ville de Lausanne en 2016, la municipalité a mis en place une stratégie de lutte comprenant le lancement d'une campagne de sensibilisation, des mesures de sensibilisation notamment des acteurs de la sécurité au sens large (police municipale, personnel des clubs, personnel des transports publics), la présence dissuasive de la police sur les lieux à risque du centre-ville et la présence préventive des correspondants de nuit en soirée pour prévenir et agir contre les comportements de harcèlement (sifflements, regards, gestes déplacés, etc.), notamment dans le milieu festif. L'Observatoire de la sécurité coordonne également des mesures pour résoudre les problèmes susceptibles de générer un sentiment d'insécurité, tels que l'éclairage, une mauvaise configuration des toilettes ou encore une queue désorganisée devant des boîtes de nuit propice aux attouchements. Un outil de signalement en ligne sera mis à disposition des victimes et témoins à l'été 2019 afin d'orienter les victimes, d'identifier les lieux

problématiques et d'apporter des solutions aux problèmes relevés.



ESPACE D'ÉCHANGE, STANDS ET EXPOSITION

Durant la pause de midi, participantes et participants ont pu visiter des stands tenus par les institutions organisatrices (HETS Genève et Fribourg, UNRISD), de même que par des organisations spécialisées dans les questions soulevées lors des conférences et ateliers (Slutwalk, le Pôle Égalité-Diversité de la Ville de Genève, la Law Clinic de l'Université de Genève, le Bureau de la promotion de l'égalité entre femmes et hommes et de prévention des violences domestiques), et découvrir l'exposition CEDEF du Bureau de l'égalité constitué de 11 affiches thématiques montrant les différentes zones où les femmes subissent des discriminations.

CONFÉRENCE FINALE

Après une seconde session d'atelier, la journée a été clôturée par le discours passionné de Mme Kate Gilmore, Haut-Commissaire adjointe des Nations Unies aux droits humains (OHCHR), et travailleuse sociale à l'origine du premier centre d'accueil pour les femmes victimes de violence domestique en Australie. Mme Gilmore a parlé de l'importance de faire progresser l'égalité des sexes et les droits des femmes dans le champ de la santé sexuelle et reproductive. En effet, malgré le temps qui s'est écoulé depuis le début de l'émancipation politique des femmes et 40 ans après l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à leur égard, ces droits restent bafoués, comme ceux des personnes LGBT-QI+. Or la société a tout à profiter de l'égalité entre les sexes qui génère plus de paix et de croissance économique. Il est donc capital que les questions d'égalité entre les sexes soient traitées par les travailleuses sociales et les travailleurs sociaux, qui doivent lutter pour les droits en matière de santé sexuelle et reproductive qui sont essentiels non seulement pour améliorer la qualité de vie mais aussi pour sauver des vies.



Madame Kate Gilmore

